

Good Info Climat

Les Français demandent de la finance verte

«L'intérêt des Français pour la finance responsable se confirme » annonce la 10^{ème} enquête Ifop pour Vigeo Eiris et le FIR publié en septembre 2019.

6 Français sur 10 déclarent accorder une place importante aux impacts environnementaux et sociaux dans leurs décisions de placements, une tendance stable par rapport à 2018.

Parmi les sujets que les sondés veulent voir pris en compte : pollution (82%, contre 80% en 2018), changement climatique (76%, contre 71% en 2018), biodiversité (69%, contre 63% en 2018).

L'intérêt affiché pour les sujets sociaux et sociétaux (emploi : 78%), respect des droits humains (76%), conditions de travail (73%) développement économique local (72%), égalité homme/femme (68%) reste stable et notoire.

La biodiversité, thème de la Semaine de la Finance Responsable 2019, enregistre une progression de 5 points par rapport à 2018. Plus d'un tiers des

sondés se disent prêts à investir dans un produit financier dédié à ce thème.

L'ISR reste toujours méconnu du grand public. 61% des personnes interrogées déclarent n'avoir jamais entendu parler de l'ISR avant cette enquête. Comme en 2018, seulement 5% des Français déclarent avoir déjà investi dans un fonds ISR.

Une offre non présentée

L'offre de produits ISR reste peu mise en évidence par les établissements financiers. Seulement 6% des personnes interrogées déclarent s'être vu proposer de l'ISR par leur conseiller.

Pourtant, les investisseurs individuels estiment que les conseillers financiers demeurent la source d'information privilégiée en termes d'offre ISR (55%), loin devant les ONG/associations de consommateurs (11%), les pouvoirs publics (10%), les médias (10%), les proches (8%), les réseaux sociaux (4%) ou encore les entreprises (2%).



“

WE NOW FIND THAT 85% OF INDIVIDUAL INVESTORS ARE INTERESTED IN SUSTAINABLE INVESTING. AMONG MILLENNIALS, THE INTEREST IS EVEN STRONGER.

Courtney Thompson

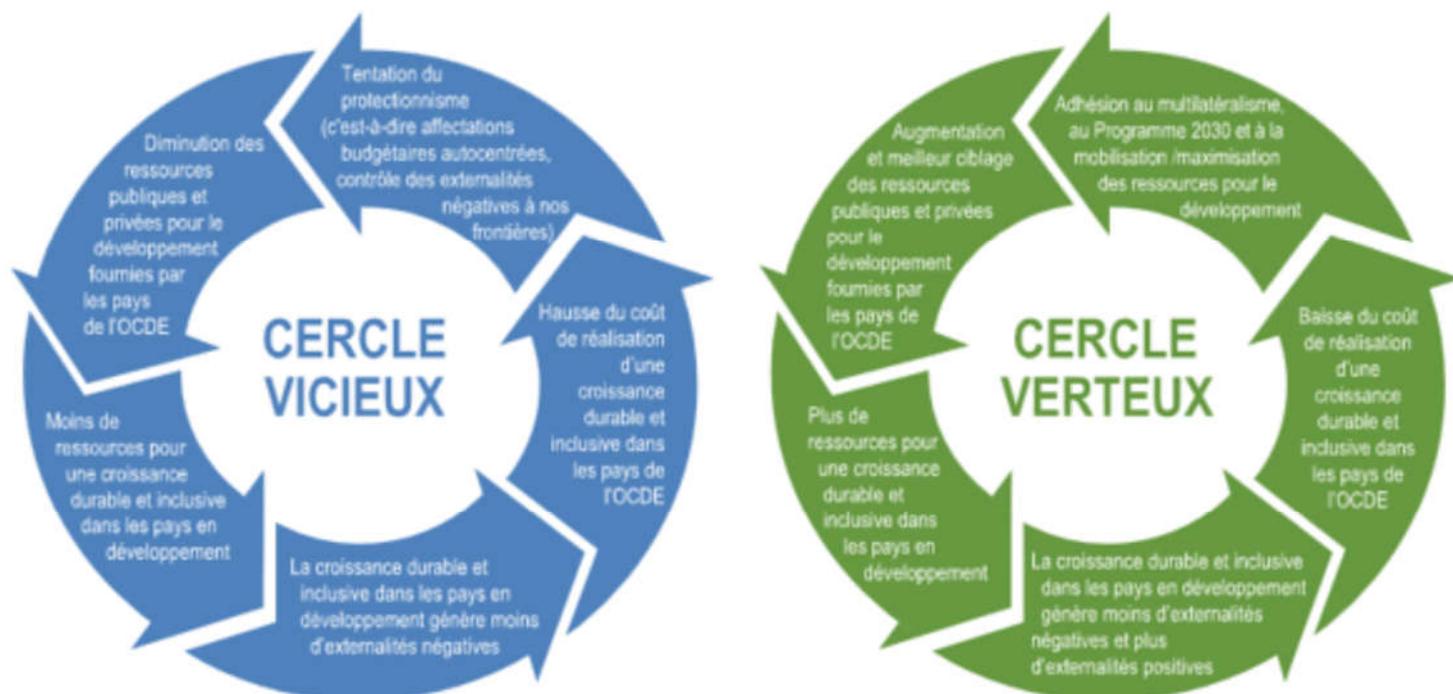
Vice President, Global Sustainable Finance

■ Morgan Stanley mise sur le vert

La banque américaine réalise des spots de 60 secondes pour mobiliser sur les investissements verts. Elle va lancer des « obligations bleues » pour la santé des océans prochainement. Elle propose également aux investisseurs une application d'analyse et de reporting en matière d'investissements durables, Morgan Stanley Impact Quotient™ (Morgan Stanley IQ). L'outil montre les objectifs de durabilité et les impacts de l'investissements.

■ Il manque près de 6000 milliards \$ pour réussir le développement durable

Alors que la finance verte et durable se développe, les niveaux consacrés à la réalisation de l'Accord de



Source : OCDE, BSI Economics

Paris et des objectifs de développement durable restent insuffisants. Le World Resources Institute estime « que 5 700 milliards USD devront être investis chaque année dans les seules infrastructures vertes d'ici 2020 ». Une étude menée en 2018 par les Nations Unies sur les changements climatiques a révélé que le financement de la lutte contre le changement climatique n'avait atteint que 681 milliards USD par an.

■ Les dirigeants appellent à l'action

Les dirigeants en 2019 appellent les entreprises et les industries à augmenter l'ambition et l'impact pour le développement durable. Ils demandent aux autres dirigeants à conduire le changement dans leurs propres organisations et à travers les systèmes de marché selon une étude mondiale d'Accenture de septembre 2019. Ils souhaitent établir de nouveaux liens entre eux, car une transformation significative « n'est pas un sport en solo ». En-

■ Natixis lance "Green Weighting Factor"

Green Weighting Factor



■ Ant financial part satisfaisant

les non bancarisés

14 milliards de dollars ont été recueillis pour la mondialisation d'Alipay et le développement des technologies blockchain, IA, IOT... pour fournir des services financiers inclusifs et les marchés émergents.

Intérêt : « Nous sommes déterminés à construire un écosystème ouvert avec tous nos partenaires en Chine et au-delà. Nous continuerons d'investir dans la technologie et l'innovation afin de ré-

IN 2016

49% said business would be the most important actor in the delivery of the Global Goals

78% saw opportunities to contribute to the Global Goals through their core business

90% said they were personally committed to ensuring that their companies lead on the sustainable development agenda

IN 2019

48% are implementing sustainability into their operations according to the UN Global Compact Progress Report

Only 21% feel business is currently playing a critical role in contributing to the Global Goals

71% of CEOs believe that – with increased commitment and action – business can play a critical role in contributing to the Global Goals

fin, selon l'étude « les dirigeants doivent assumer leur rôle d'agents de changement pour défendre le programme de développement durable.

Cet outil permet aux gestionnaires d'actifs et clients de classer les financements selon l'impact environnemental et climatique selon les critères européens. Il est mis en place depuis la rentrée. Ainsi, tout financement « vert » accordé par la Banque de grande clientèle de Natixis se voit désormais attribuer un bonus, tandis que tout financement « brun » voit sa rentabilité réduite.



pondre aux besoins financiers non satisfaits des populations partout dans le monde et de leur permettre de bénéficier du développement de l'économie numérique ».

Tout est dit.

■ BNP est devenue neutre en carbone

Le rapport annuel 2019 d' Ecoact affirme que la banque est passée neutre en carbone dans toutes ses activités en 2017.

« La banque a atteint cet objectif en réduisant ses émissions, en augmentant son approvisionnement en électricité d'origine renouvelable, et en compensant ses émissions résiduelles ». BNP Paribas a été classée troisième prestataire de green bonds par Bloomberg en 2018, et a investi 15,6 milliards d'euros dans des projets d'énergie renouvelable.

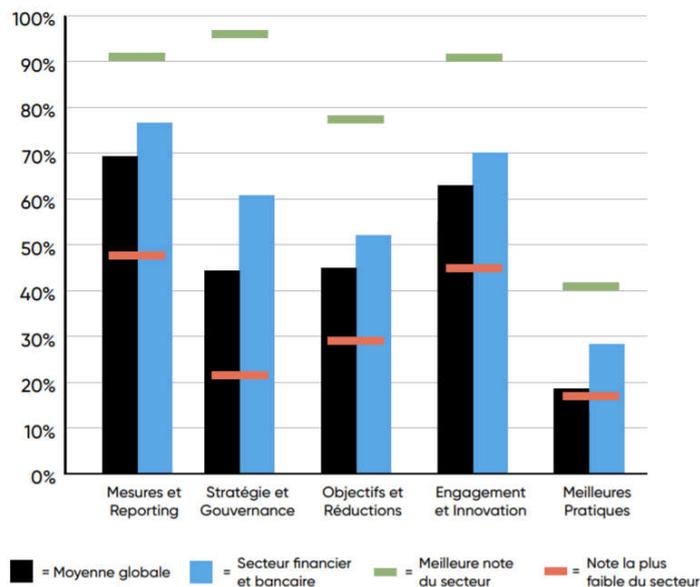
BNP soutient act4nature, une initiative de protection de la biodiversité organisée par le think tank Entreprises pour l'Environnement (Epe), et la fondation BNP Paribas finance

■ Société générale prévoit 120 mds € pour la transition énergétique d'ici 2023

Le Groupe s'engage à lever 120 milliards d'euros pour la transition énergétique entre 2019 et 2023. Elle envisage 100 milliards d'euros d'émissions d'obligations durables et 20 milliards d'euros consacrés au secteur des énergies renouvelables sous forme de conseil et de financement.

Le Groupe réduira progressivement à zéro son exposition au secteur du charbon thermique, au plus tard en 2030 pour les entreprises ayant des actifs dans les pays de l'UE ou de l'OCDE et d'ici 2040 pour le reste du monde.

Notes au sein du secteur bancaire versus autres secteurs



des recherches internationales au sujet du changement climatique et de la séquestration du carbone.

La Banque a signé les Principes de Poséidon, en faveur d'un avenir faible en carbone pour le secteur du transport maritime mondial. Par ailleurs, Société Générale a annoncé son adhésion à la coalition « Getting to Zero », dont l'objectif est de disposer d'ici 2030 de navires commercialement viables et à zéro émission sur les routes commerciales en haute mer.

La banque a été classée au 1er rang mondial pour les questions environnementales et au 6ème rang européen des facteurs ESG (Environnemental, Social et de Gouvernance) sur 175 banques analysées par le classement annuel de RobecoSAM.

Le développement durable est-il une opportunité en or ?

Poussées par les enjeux financiers liés au développement durable, les contraintes réglementaires et les attentes de leurs clients, les banques développent leurs responsabilités sociales d'entreprise. Zoom sur la lutte contre le changement climatique et l'inclusion financière.

C'est une opportunité majeure pour les banques. La lutte contre le changement climatique est un moyen pour elles d'abaisser les risques et les coûts liés. Les banques sont surtout exposées indirectement aux risques climatiques. Le montant de leur exposition atteint 2140 milliards d'euros, soit 39 % en moyenne du total des encours, selon un rapport du Trésor et de l'ACPR. « 13 % du total net des expositions de crédit des banques françaises concernent des secteurs vulnérables aux risques de transition... », mentionnait François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France lors de la Conférence internationale des superviseurs sur le risque climatique à Amsterdam en avril 2018. C'est également un marché en or. « A titre d'exemple, selon les estimations, les besoins mondiaux pourraient atteindre 90 000 milliards de dollars sur les quinze prochaines années uniquement pour les nouvelles infrastructures vertes ».

> GOOD ZOOM

Un chiffre mirobolant auquel il convient d'ajouter les produits et services autour du « green ». De quoi motiver même les moins écologistes.

La demande est présente. Les obligations vertes ont cru de 78 % en 2017. Elles ont un immense potentiel car elles ne représentent que de 2 % des émissions de titres de dette mondiale.

En France, la première émission d'obligations souveraines vertes a été réalisée en janvier 2017. Elle a rencontré un beau succès, avec une allocation de 7 milliards d'euros, et a connu une demande totale de plus de 23 milliards d'euros.

L'économie circulaire ou bas carbone, les technologies ou les nouveaux acteurs positionnés sur des secteurs émergents liés au développement durable sont assoiffés de finances responsables, éthiques et vertes.

Par ailleurs, les banques axées sur le développement durable ont également des bénéfices plus importants et une croissance plus forte que les autres établissements, selon les travaux de recherche de Global alliance for banking.

LA RÉGLEMENTATION S'ACCÉLÈRE POUR PLUS DE GREEN

Outre les enjeux financiers, le développement du-

table constitue également une obligation réglementaire. Plusieurs textes, chartes, engagements... mondiaux (G20, FMI, Accord de Paris...) ou européens (plan d'actions pour la finance durable...) ou sectoriels, amènent les établissements à intégrer dans leur fonctionnement le développement durable et la lutte contre le changement climatique.

Par exemple, la loi sur la transition énergétique dans son article 173 exige que les gestionnaires

d'actifs, les banques ou assurance

publient des informations

sur la façon dont ils

prennent en

compte dans la

gestion des ac-

tifs le change-

ment clima-

tique. Les évo-

lutions clima-

tiques sont éga-

lement recomman-

dées dans l'application

de scénarios dans la ges-

tion des risques.

Les organismes publics sont eux aussi tenus d'intégrer du « vert » dans leurs milliards d'investissements. L'État a par ailleurs créé des labels « vert » pour les fonds d'investissements pour la transition énergétique afin d'éviter des dérives et certifier la transparence sur leur contribution à la transition bas carbone ou investissements responsables, mais aussi pour doper l'offre auprès des investisseurs.

Enfin, le régulateur a pour objectif de renforcer le rôle du système financier, non seulement dans la gestion des risques mais aussi dans la « mobilisation des capitaux en faveur des investissements verts et à faible émission de carbone... Nous devrions plutôt cibler les actifs « marron » par la mise en place d'un « facteur de pénalisation marron », car les risques liés à la transition finiront par se matérialiser un jour. Cela pourrait être conçu comme un coussin pour le risque systémique (systemic risk buffer) spécifique, ou être intégré dans les exigences au titre du pilier 2 », explique le gouverneur de la banque de France.

DES ACTIONS REMARQUABLES

Ainsi, il n'est pas étonnant de voir les grandes banques militer et investir massivement pour insuffler à l'ensemble des acteurs des actions de lutte contre le changement climatique.

« L'industrie bancaire française veut être un accélérateur de la transition énergétique », affirme la Fédération Bancaire Française. Elle partage la vision européenne avec un appel « à la mise en place d'un « Green Supporting Factor (GSF) », mécanisme incitatif à une meilleure prise en compte du risque climatique dans les choix de financement.

Ce mécanisme permettrait d'accélérer l'orientation des investissements en faveur du climat et de réduire le risque climatique dans les bilans bancaires conformément aux objectifs du Conseil de Stabilité Financière. Le GSF s'appliquerait à des financements bancaires « verts », pour l'ensemble des acteurs économiques : particuliers, PME,

grandes entreprises et États. Les actifs éligibles seraient basés sur des critères unifiés au niveau européen, qui pourraient s'inspirer d'initiatives ou de labels existants, tels que la Climate Bond Initiative, ou le label français Transition énergétique et écologique pour le climat (TEEC). Cette mesure est soutenue par la Commission européenne et reprise dans son plan d'action pour une finance durable. Une initiative défendue également par le Parlement européen et une bonne partie du secteur bancaire européen ».

L'enjeu pour les banques consiste alors à abaisser à la fois le coût des équipements et les frais de financement pour favoriser la propagation dans la société.

La finance verte constitue un nouveau territoire de conquête et un moyen d'identifier et de soutenir les infrastructures, bâtiments, entreprises et technologies clés pour accélérer la mutation tout en améliorant les retours sur investissements.

Le Crédit Agricole annonce de nouveaux financements de 100 milliards d'euros d'ici à 2020. Amundi, son gestionnaire d'actifs avec IFC banque mondiale, a l'ambition de créer le plus grands fonds d'obligations vertes pour les marchés émergents afin de capter ces nouveaux marchés et ainsi de s'ancrer en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient en Amérique Latine, en Europe de l'Est et en Asie centrale.

Société générale, a rejoint l'initiative Climate Bond, réseau international de financeurs visant à réduire le taux carbone, s'est fixée pour objectif de contribuer à lever 100 milliards d'euros de finan-

> GOOD ZOOM

cement destinés à la transition énergétique entre 2016 et 2020.

BPCE envisage une plateforme numérique pour la transition énergétique. Le groupe dispose de Mirova, une structure totalement dédiée à l'investissement responsable qui gère 9 milliards d'euros orientées sur les projets d'infrastructures et la gestion solidaire. En devenant majoritaire d'Althelia, société de gestion dédiée à l'impact des investissements positifs, le groupe souhaite investir massivement dans le « capital naturel » et obtenir un retour sur investissement en soutenant les nouvelles solutions liées aux enjeux environnementaux.

A ce titre, dès 2015, Mirova a créé un fonds hybride public/privé pour financer des projets là où la terre est dégradée.

BNP a investi 12,3 milliards d'euros dans le secteur des énergies renouvelables et vise 15 milliards en 2020. La banque est également active sur les green bonds et figure parmi les leaders. Le Crédit Mutuel,

quant à lui, avec La Française, sa société de gestion, s'engage et investit dans les entreprises les moins polluantes. L'établissement a créé un fonds obligataire en juin 2017, CM-CIC Green Bonds, et soutient plus de 500 projets de financements d'énergies renouvelables pour ses clients. Toutes les banques ont pris l'engagement de plus de transparence mais aussi de stopper ou de se retirer d'activités carbonées, et d'exclure certains secteurs.

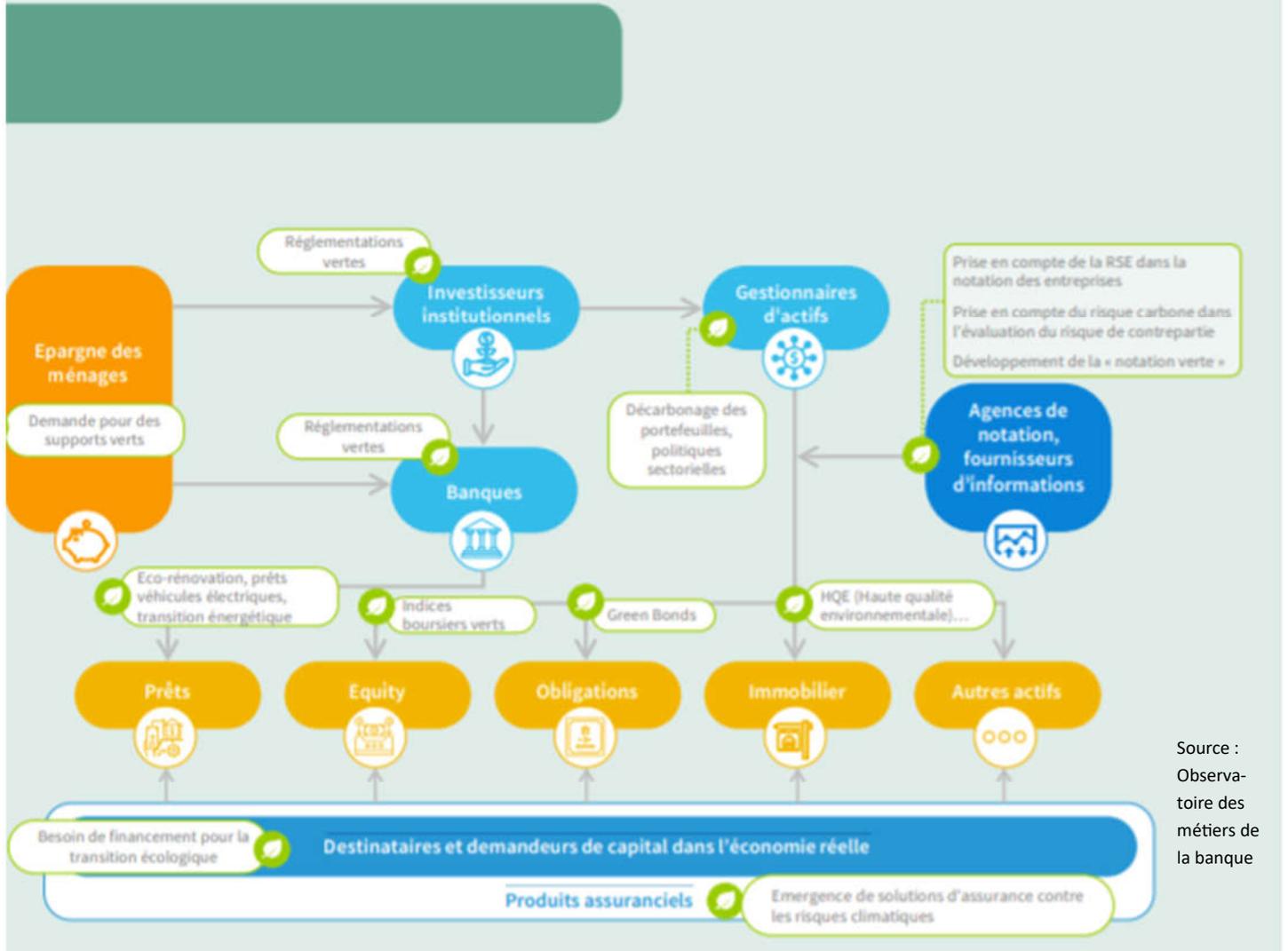
A l'échelle mondiale le mouvement de drainer l'argent pour le développement durable est enclenché. Wells Fargo envisage de flécher 200 milliards d'euros d'ici 2030, BBVA prévoit 100 milliards d'euros d'ici 2025, idem pour HSBC ou ING, JP Morgan annonce 200 milliards... « Près de 90 % des gestionnaires d'actifs poursuivent ou envisagent d'intégrer les critères ESG dans leurs investissements... », selon une étude de Morgan Stanley publiée en juin 2018.PR

La place de Paris est à la pointe

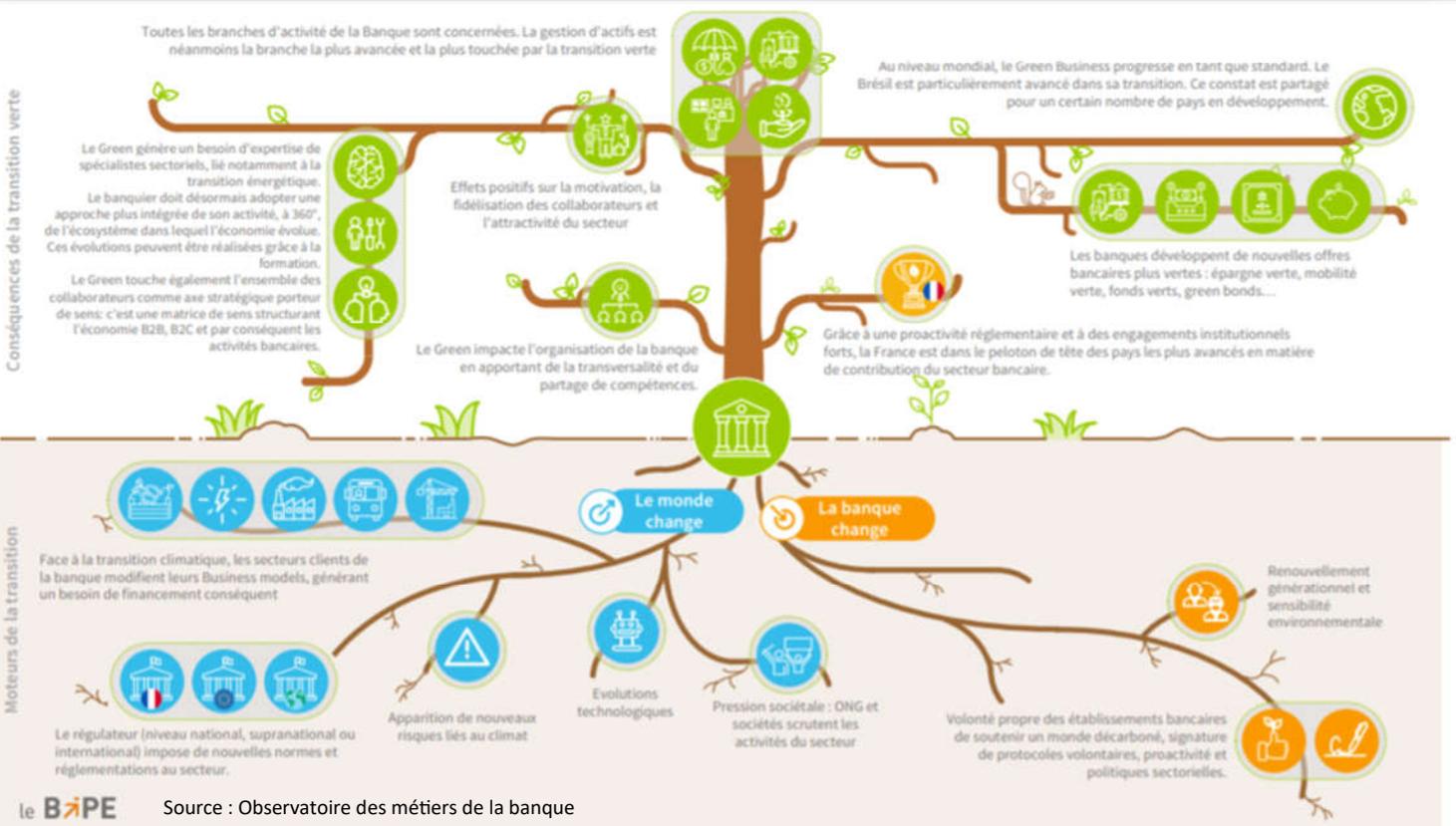
Les banques françaises sont à la pointe sur ces sujets et la place de Paris pourrait attirer de nouveaux acteurs clés. « *La France est leader et se classe au 1er rang européen des pays émetteurs d'obligations durables (2ème rang mondial, juste derrière la Chine et devant les États-Unis). En volumes d'émissions de « green bonds », la place de Paris est au 1^{er} rang avec 33,7 Mds\$ émis depuis 2009 par des sociétés françaises, soit devant New-York (15,3 Mds\$) et Francfort (13,6 Mds\$)* », se félicite la Fédération Bancaire Française (FBF).

« *L'expertise des banques françaises en la matière [de finance verte] est internationalement reconnue. L'importance des volumes réalisés, leur capacité d'innovation et leur position de pionnières sur ces obligations dont elles ont accompagné le mouvement de création il y a 10 ans, en font des acteurs clés à l'échelle mondiale...* », souligne la FBF. Feu vert pour la Place de Paris pour faire une place en or !

Le secteur financier est impacté de bout en bout par la transition verte



Source : Observatoire des métiers de la banque



L'inclusion est rentable et innovante

Au niveau de l'inclusion, les banques sont également actives, notamment pour des raisons réglementaires : G20, Directive dite PAD... et loi du 26 juillet 2013 imposant une offre spécifique aux publics fragiles.

Sous l'égide de la fédération bancaire française, les offres des établissements reprennent en grande partie les initiatives mise en place dès 2004. Dans ce prolongement, une charte d'inclusion a été signée en 2014 entre les pouvoirs publics et l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

2 MILLIARDS DE NON-BANCARISÉS

Au-delà de l'aspect réglementaire, il s'agit en outre d'un « marché » mondial de 2 milliards de personnes non bancarisées. 138 millions de personnes seraient sans compte ni moyens de paiement en Europe, selon Mastercard. En France, 3 millions de personnes seraient en situation de fragilité financière.

Plusieurs études de la banque mondiale ont montré que l'inclusion financière menait à une situation plus stable, enclenchant ainsi une viabilité. Le dernier rapport de l'Observatoire de l'inclusion bancaire en France de juin 2018 explique que

l'inclusion permet aux personnes d'accéder durablement aux services bancaires.

La preuve de cette réussite est incarnée par le compte Nickel. L'établissement de paiement a été racheté en avril 2017 par la BNP pour un montant se situant entre 200 et 250 millions d'euros, soit entre 333 € et 416 € par client. Autrement dit, le coût d'acquisition d'un client.

Nickel a séduit 700 000 clients, dont 60 % gagneraient moins que le SMIC. L'innovation réside surtout dans sa simplicité, la clarté de l'offre et son accessibilité économique, physique ou numérique. Résultat, le modèle économique a été trouvé en trois ans seulement. Ce succès reste exemplaire pour de nombreuses fintechs.

Les 2 700 bu-

> GOOD ZOOM

ralistes de proximité accompagnent les personnes. Le service est également disponible depuis un simple téléphone pour un coût de 20€ euros par an, contre environ 200€ pour un compte en banque. L'acquisition a ainsi permis à la banque de répondre aux exigences réglementaires et d'être rentable, tout en acquérant une population qu'elle ne pouvait pas atteindre.

L'opportunité économique offerte par l'inclusion est confirmée par Arkéa.

« Nous avons fait l'exercice de mesurer la performance économique de l'ensemble de ces dispositifs [d'inclusion] et nous avons eu la satisfaction de constater qu'un euro investi nous rapportait plus qu'un euro », affirmait François-Xavier Chesné, Délégué général Ark'ensol.

Des dispositifs simples et innovants per-

mettent de remettre à flot les personnes. Par exemple, la banque bretonne a depuis longtemps - et avant la loi - mis en place le plafonnement des frais bancaires et le remboursement d'une autre partie de ceux-ci. Elle a également mis en place un algorithme permettant d'anticiper des comportements ou situations pouvant générer une déstabilisation du client pouvant l'entraîner vers l'endettement.

DES INITIATIVES

La Banque Postale, qui dispose d'une mission de service public pour l'accessibilité bancaire et bénéficie ainsi d'une aide de l'État de 225 millions d'euros, est bien évidemment très innovante sur le sujet. Elle a coconstruit, avec 10 partenaires public et privés, une application baptisée « PiloteBudget » qui permet de calculer immédiatement le reste à vivre. L'autre force de l'application réside dans sa lisibilité : les entrées et les sorties sont visibles avec un simple code couleur. Elle garantit l'anonymat et s'adresse ainsi à tous.

Pour soutenir l'insertion par l'activité économique, l'enseigne, avec Lendopolis, filiale de la plateforme de crowdfunding KissKissBankBank achetée en 2017, délivre des financements adaptés aux publics fragiles. C'est « une nouvelle solution pour les entrepreneurs qui ont des besoins qui sont peu ou pas couverts par les banques, notamment pour des raisons réglementaires », affirmait Nicolas de Feraudy, Directeur de Lendopolis, aux Assises de la Banque citoyenne en avril 2018. De quoi tester de nouveaux modèles de banques.

La communication sur la RSE dope les rapports annuels

La RSE n'est pas uniquement une affaire d'image. Depuis 2016, la vérification des informations par un tiers est obligatoire pour les entreprises soumises au grenelle de l'environnement.

Des lignes directrices ont également été publiées par la Commission européenne en 2017, par Ordonnance sur le reporting extra financier et la publication des informations. La loi Pacte renforce encore les obligations. D'où l'inflation de pages consacrées à cette thématique dans les rapports annuels des banques. Une étude de KPMG publiée en 2017 montrait que les rapports des banques avaient cru de 31 % en moyenne entre 2009 et 2016, pour atteindre environ 471 pages.

PRÈS D'UN MILLIER DE PAGES !

La complexité réglementaire, le devoir de transparence, la nécessité de maintenir un lien de confiance, l'exigence des investisseurs... ont fait exploser la quantité d'informations. Le rapport annuel du crédit Agricole est ainsi passé à 831 pages en 2016, celui d'UBS atteint plus de 700 pages, BBVA aurait près de 600 pages... Le rapport de BNP aurait progressé de 50 %.

Nous nous sommes interrogés sur les rapports 2017 des cinq grandes banques françaises, que constater ? La RSE est au cœur de l'ensemble des stratégies. Le Crédit Agricole consacre 40 pages à la RSE et titre le chapitre « La RSE au cœur de l'activité de tous les métiers ». La RSE fait partie intégrante des enjeux stratégiques du Groupe depuis le Projet Groupe 2010. « Cette place s'est réaffirmée avec le Plan à Moyen Terme Ambition Stratégique 2020 lancé en mars 2016... Une réflexion actuelle sur l'adaptation de la RSE à tous les métiers a fait émerger le besoin de renforcer la lisibilité de la stratégie RSE en privilégiant trois grands axes : Éthique, Climat et Inclusion », peut-on lire.

BNP consacre 45 pages. « Nous voulons avoir un impact positif sur nos parties prenantes et sur la société... Le Groupe a créé en 2017 une Direction de l'Engagement d'entreprise en lien avec sa stratégie 2020. Représentée au Comité exécutif du Groupe, cette nouvelle Direction est chargée de :

1-renforcer les pratiques de RSE et de diversité ainsi que de faire converger tous les leviers de l'entreprise pour répondre aux grands enjeux de société ;

2- définir et mettre en œuvre les engagements en matière de développement économique, d'envi-

ronnement et de transition énergétique, d'inclusion sociale et de valorisation des territoires, de diversité et de promotion des droits humains ».

AU CŒUR DE TOUTES ACTIONS

BPCE expose sa stratégie RSE au travers de 64 pages. Le groupe en fait un axe de décloisonnement avec « une stratégie RSE groupe permettant d'intégrer le développement durable dans nos métiers et processus décisionnels ». La RSE est intégrée totalement dans le nouveau plan stratégique TEC 2020.

La Société Générale résume en 52 pages sa stratégie RSE. « Pour Société Générale, être une entreprise responsable est au cœur même de la vocation de nos métiers et l'essence de la banque relationnelle de référence que nous voulons être », affirme Frédéric Oudéa. « Société Générale a pour

ambition d'être un acteur de tout premier plan au sein du peloton de tête des établissements financiers en matière de RSE ».

21 pages sont consacrées à la RSE pour le Crédit Mutuel Nord Est. « Ses valeurs de responsabilité, de solidarité et d'engagement social sont aussi stratégiques que la qualité de ses services. Ce sont elles qui continuent de guider son fonctionnement quotidien et ses ambitions. Pour le CMNE, il s'agit de concilier performance économique et RSE, selon 4 axes... ».

Autres éléments notables dans les rapports annuel 2017 : la sécurité numérique et la protection des données. Les banques s'affirment face aux nouvelles évolutions et exposent ainsi leur maîtrise à gérer la plateformes et soutenir les innovations en cours. C'est également l'opportunité de mettre les technologies au service du développement durable.



5 technologies en faveur du développement durable

1. Blockchain et monnaies virtuelles

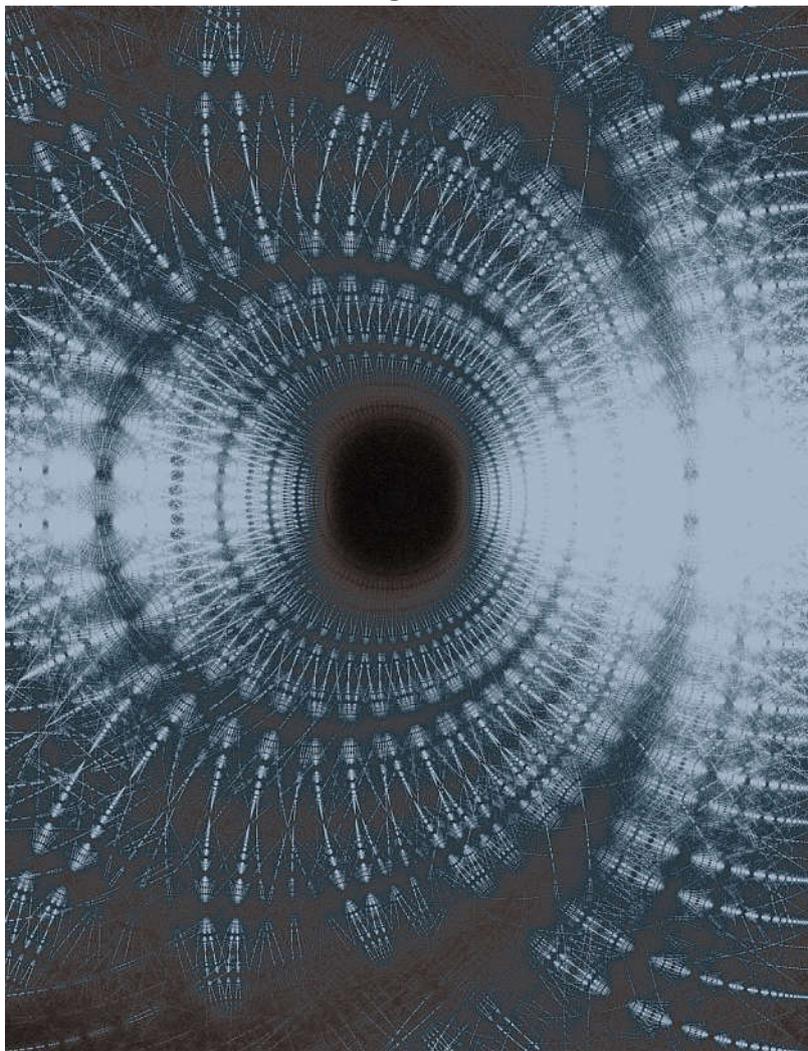
Nous ne présentons plus cette technologie qui apporte plus de sécurité, de transparence dans les transactions, tout en abaissant les coûts, en optimisant la trésorerie, ou encore en permettant de franchir les frontières en quasi temps réel. Bien consommatrice d'énergie, elle peut aussi contribuer à faire économiser les ressources (matériel, énergie, globale, matière première...) et contribuer à lutter contre les fraudes.

Dans certains cas, des structures comme Skuchain ou Easy Trading Connect, permettent des transactions entre toutes les parties prenantes d'une chaîne d'approvisionnement et la réduction de documents. La fluidité et la rapidité permettent d'éviter le gaspillage de marchandises lié à des freins administratifs ou de paiements.

Des initiatives comme Eco coin sont également prometteuses. Eco coin lie la monnaie à un arbre. Généralement, l'argent est gagné lorsque l'on coupe un arbre. Eco coin propose l'inverse. Chaque arbre planté crée de la valeur et permet de remporter des Eco coin. Les Ecos peuvent être gagnés avec un geste pour la planète tel que faire

du vélo, recycler ses plastiques... Les Eco peuvent être dépensés contre des produits « verts ».

D'autres solutions monétisant la puissance de calculs des ordinateurs, navigateurs... ou l'audience

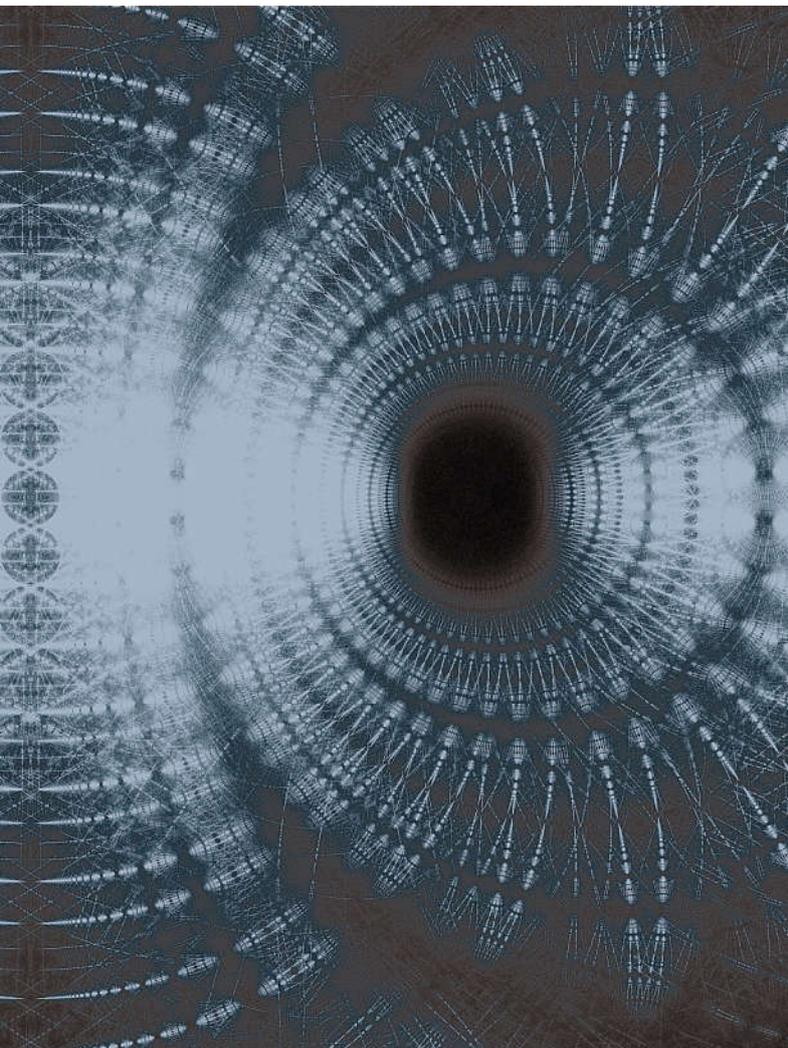


ouvrent de nouvelles perspectives pour fabriquer de la monnaie et la lier à une cause (maladie, environnement...) que le client souhaite soutenir.

Le récent développement des ICO bouleverse le monde jusqu'alors établi. Des projets comme Earth dollars sont particulièrement intéressants. Ce dernier vise à lever 700 millions de dollars en monnaie virtuelle auprès des ultra-riches soucieux de préserver la planète. Cette crypto monnaie, adossée aux actifs et à la valeur de la nature, entend contribuer à préserver les ressources naturelles.

2. Intelligence artificielle et apprentissage automatique

L'intelligence artificielle et l'apprentissage automa-



tique peuvent être utilisés dans de multiples domaines : la conformité, l'amélioration de la relation client, le trading, la détection des fraudes, la

suggestion de produits ou l'amélioration administratives permettant ainsi d'éliminer nombre de tâches et produits liés (papier, stockage...). L'IA, à l'image de celle de Google, peut amener à connaître des probabilités d'atteintes de maladies ou les possibilités de décès, et faciliter ainsi la meilleure prise en charge tout en permettant des économies.

Dans l'éducation financière, TextTeller permet de fournir des informations totalement adaptées aux profils de l'utilisateur - y compris par SMS. Coach Bill, sur Facebook messenger, propose quant à lui des cours de gestion de finance personnelle adaptée au profil.

Le projet Empathic va encore plus loin : il vise à concevoir une IA qui permet de reconnaître, la parole, les formes et expressions des personnes pour s'adapter totalement à l'utilisateur et le coacher. C'est aussi une solution biométrique qui permet de reconnaître l'interlocuteur. L'IA pourra se loger dans un pc, smartphone... ou robot pour l'accompagner partout.

La future plateforme européenne d'intelligence artificielle à la demande pourrait accélérer l'utilisation de l'IA, améliorer la préservation des ressources (énergies, stockage de données, capacités de calculs...) et améliorer l'intégration des données liées au climat pour prédire et développer des actions durables.

3. Les services bancaires via des plateformes numériques

Avec la multiplication des API, de nouvelles formes de banques apparaissent et élimineront un cer-

> GOOD TECHNOLOGY

tains nombre de ressources (infrastructures, ressources...). Des établissements comme Solaris bank, qui s'est associé à Alior bank et Raisin pour offrir des services paneuropéens, permettent de construire rapidement une offre bancaire aussi simplement que l'assemblage de Lego.

La plateforme permettra prochainement de délivrer des services nouveaux et adaptés comme le montre les plateformes de crowdfunding ou l'Open bank. Par exemple, l'application mobile Speaking bank est destinée aux malvoyants et facilite la gestion de ses opérations. L'outil de Transparency international affiche les transactions bancaires des organisations signataires et permet au public de suivre et de commenter les dépenses de celles-ci et d'assurer la transparence des fonds.

Des solutions comme OpenInvest permettent quant à elles de gérer ses investissements éthiques en direct.

4-Ordinateur quantique

La propagation de l'ordinateur quantique devrait contribuer à améliorer la vitesse et le nombre de calculs, tout en abaissant le nombre de machines et en économisant l'énergie ainsi que des ressources. Cette technologie va améliorer la sécurité et abaisser les fraudes. Son utilis-

tion dans le trading, dans mise en place de tarifications dynamiques ou l'analyse des risques... devrait améliorer les actions en faveur du développement durable.

5. Paiements mobiles et IOT

Les paiements mobiles et Internet des objets ne cessent de transformer la manière de vivre.

Selon Global Inclusion de la Banque mondiale, la téléphone mobile et l'internet ont permis de passer de 21 % de personnes bancarisées dans le monde en 2011 à 69 % en 2018, soit 3,8 milliards d'individus. Reste que 1,7 milliards ne sont pas bancarisés et que les deux tiers disposent d'un téléphone mobile qui pourrait leur permettre d'accéder à des services financiers.

Des services comme M-Pesa, mais aussi le compte Nickel ou encore des services Pay as you go (PAYG) comme vitalite, Kopagas, City Taps permettent l'accès à l'énergie ou à l'eau.

Avec les IOT, les banques pourront soutenir la réduction des consommations d'énergie, améliorer la condition physique, l'acquisition de matériels écologiques... depuis l'analyse des données comportementales et financières de leurs clients. PR

